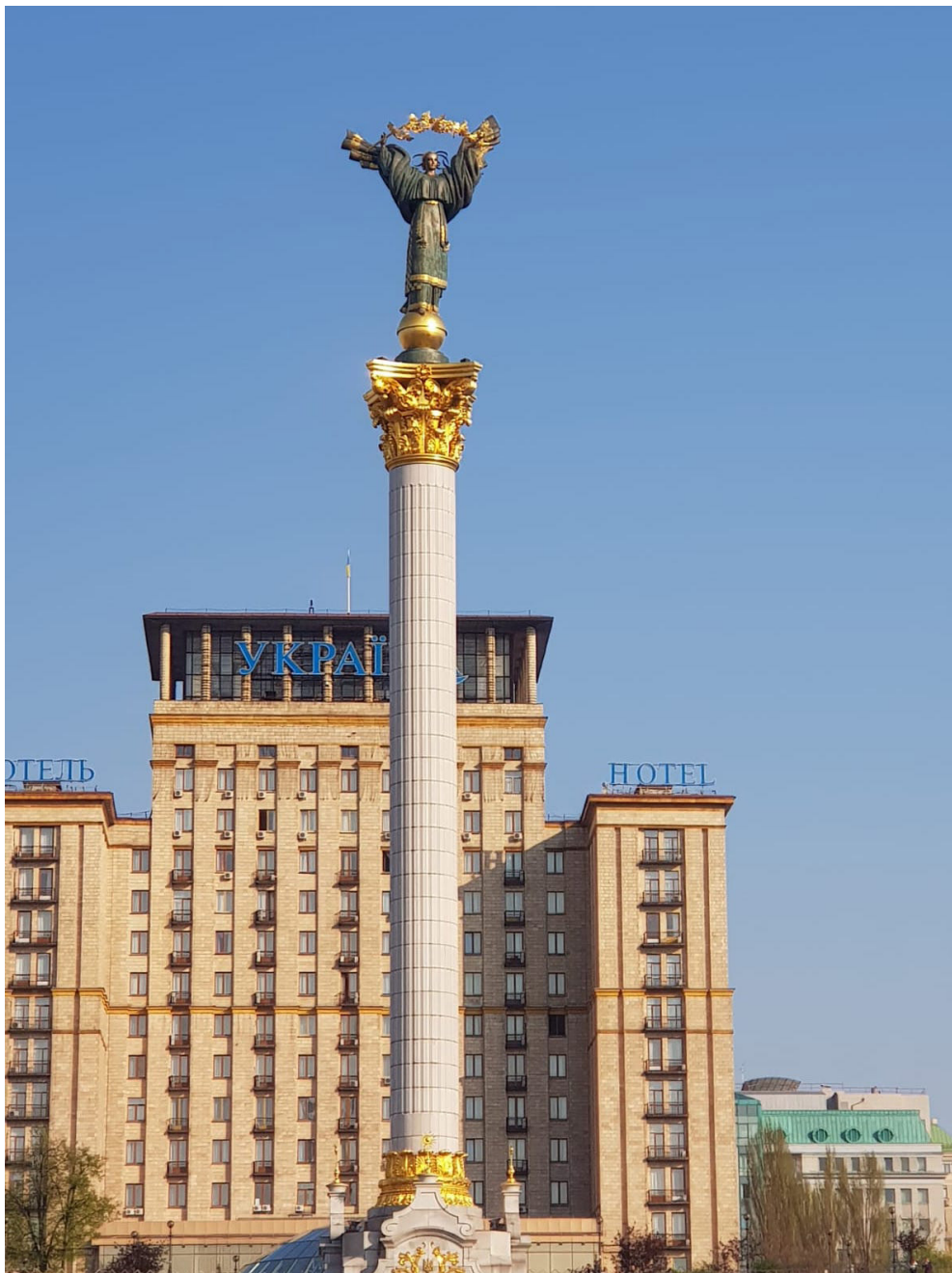


KIEV - MONUMENTO ALL'INDIPENDENZA



L'UNION EUROPÉENNE ET LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE EN UKRAINE

Le moment est venu de réfléchir à notre Union, aux défis auxquels nous sommes confrontés et à l'avenir que nous voulons construire ensemble, afin de renforcer la solidarité européenne. Nous nous rendons de plus en plus compte que, sans l'Union européenne (UE), la situation générale et celle des différents pays seraient, aujourd'hui, particulièrement difficile. Nous réalisons, moment après moment, quelle est la valeur et l'essentialité de l'Union européenne dans un monde sous pression.

Entre 2015 et 2020, l'Europe a été témoin, en interne, du renforcement des gouvernements nationaux avec pour conséquence une désaffection croissante des citoyens envers les institutions européennes. Ces dernières années, les veto nationaux croisés ont rendu l'Europe incapable de promouvoir des intérêts stratégiques communs, notamment dans le domaine de la politique étrangère.

Aujourd'hui, cependant, nous vivons une situation complètement différente. La pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont été, évidemment, les deux événements d'urgence qui ont déclenché une dynamique modificatrice importante, provoquant un véritable "changement d'époque".

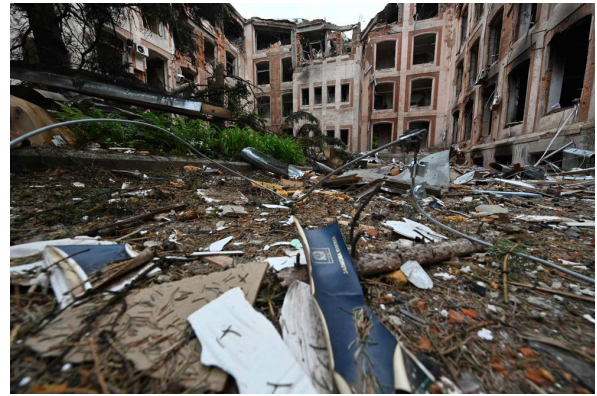
Face à une crise sanitaire sans précédent et à la guerre en Ukraine, l'Europe a réagi unie, faisant preuve d'une nouvelle volonté politique et indiquant la voie à suivre pour l'avenir de l'intégration européenne. L'agression de Poutine contre l'Ukraine a provoqué l'éveil de l'Europe du jour au lendemain à une nouvelle réalité géopolitique, avec un retour à une guerre à grande échelle sur le continent européen.

Cette guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine a imposé une accélération inattendue des processus politiques internationaux, approfondissant le fossé entre l'Occident et les puissances autocratiques et ouvrant de nombreuses inconnues sur notre avenir.

Pour l'Europe, ce fut un tremblement de terre qui l'a certainement rendue plus consciente de sa propre vulnérabilité et qui l'oblige à réagir en se remettant en question elle-même et ses politiques des deux dernières décennies. La guerre en Ukraine est certainement l'événement qui marque de manière indélébile l'histoire récente de l'Europe et qui remodèle profondément les relations entre les États.



Les Européens qui se sont longtemps fait l'illusion que la guerre appartenait au passé, se sont trouvés face à une agression contre laquelle ils n'ont ni les moyens de défense adéquats, ni la possibilité de les acquérir en peu de temps; si aujourd'hui cette agression n'était pas contrée, avec courage et détermination, par les Ukrainiens eux-mêmes avec un soutien extérieur de l'OTAN et surtout l'engagement américain, la menace directe aurait certainement investi en peu de temps même certains des pays membres de l'UE.



Une fois de plus, les Européens se retrouvent donc dépendants pour leur sécurité d'un pays extérieur (les États-Unis). En réalité, les Européens manquent de moyens réels et d'outils adéquats pour agir.



Ce tableau, sans rien enlever à la valeur de ce qui a été construit en plus de soixante-dix ans d'intégration européenne, montre comment l'UE s'est trop longtemps trompée sur le marché unique comme la seule réponse politique vraiment adéquate aux défis de notre époque et qu'elle était surtout capable de garantir la paix.

La réalité, en revanche, a vu les menaces qui nous entourent croître de façon spectaculaire, nous trouvant complètement incapables d'y faire face.

Par ailleurs, les Européens, dans le cadre de l'UE, ont une structure décisionnelle qui reflète leur fragmentation et l'absence d'une souveraineté commune démocratique et légitime, pour laquelle ils se retrouvent trop souvent à raisonner sur la base d'une vision peu forte d'une grande puissance continentale, mais étant la somme de nombreuses visions nationales faibles.

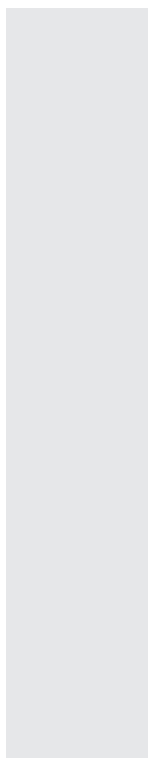
Il est donc clair que les Européens sont fragiles, vulnérables et faibles.

Mais si les choix de la puissance américaine ne correspondent pas toujours à nos intérêts et à notre vision, et que nous voulons pouvoir décider et agir en toute indépendance, nous devons passer des paroles aux actes et nous équiper en conséquence.

Cette agression, dont l'issue est très difficile à prévoir, a été conçue comme une guerre de très courte durée dans le but d'assujettir et d'annexer partiellement l'Ukraine, base de l'expansion de la Russie dans le système international. L'UE a pleinement relevé le défi en apportant à l'Ukraine un soutien multidimensionnel d'une ampleur sans précédent. Ce soutien s'exprime désormais en termes de préadhésion. En effet, l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie ont immédiatement compris le moment historique et ont saisi l'opportunité de demander leur adhésion à l'UE dès le début de la guerre, exprimant un choix politique clair qui, contrairement au passé, a été partagé par les 27 États membres de l'UE.

La perspective claire de l'adhésion de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie, ainsi que des Balkans occidentaux, pourrait également susciter une réflexion qui doit aboutir à une réforme des traités.

L'extraordinaire résilience militaire de l'Ukraine et le soutien militaire de ses partenaires, avec la proposition d'un passage sûr vers l'Europe occidentale, ont donné à l'Ukraine la force de se défendre et de survivre. Le phénomène se poursuit et il n'est pas possible de prédire avec exactitude l'issue de ces turbulences, qui se manifestent aujourd'hui sous une forme tragique en Ukraine mais qui pourraient avoir d'énormes répercussions ailleurs. Cependant, il ressort clairement que nous sommes confrontés à l'érosion du monde unipolaire conduit par les États-Unis et que la capacité occidentale plus ou moins incisive sur la définition d'un nouvel équilibre mondial stable et de relations internationales apaisées dépendra aussi de la volonté européenne de s'imposer comme une puissance de paix pour rétablir un nouvel équilibre avec les autres protagonistes.



La réponse à l'invasion russe de l'Ukraine, ainsi qu'à la pandémie de COVID-19, a fourni un nouvel objectif commun à une Union trop longtemps engloutie dans deux décennies de crise permanente.

Ce qui ressort clairement, c'est la volonté de l'UE d'agir de manière cohérente face à la nécessité de se refonder en tant que sujet politique doté de pouvoirs réels, d'une capacité propre et d'une identité politique et de se doter d'un nouveau monde caractérisé par la puissance politique et le choc de l'hégémonie, capable de créer les conditions permettant le développement d'une capacité d'action européenne efficace, tant dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité, que de faire face aux multiples défis économiques, sociaux et de sécurité intérieure.

Il est essentiel d'agir rapidement. Toutes les forces démocratiques et les citoyens conscients doivent en être conscients et travailler dur pour que ce chemin vers l'unité politique fédérale soit parcouru rapidement et courageusement.

C'est de là qu'il faut repartir pour donner un nouvel élan à la construction de l'Europe de demain.

En fait, ces initiatives ont globalement renforcé l'esprit de solidarité interne et partiellement renforcé la relation entre les institutions de l'UE et l'opinion publique, après de longues années d'euroscpticisme.

En revanche, le chemin vers la recherche d'une véritable et grande identité européenne et de son propre rôle dans l'équilibre mondial reste plus complexe et parsemé de difficultés.

Aujourd'hui encore, l'Europe apparaît comme la somme des volontés politiques individuelles des Etats membres, restant prisonnière du vote unanime, sans pouvoir s'affranchir d'une logique persistante de compromis. Cette situation fragilise fortement l'action de l'Europe sur la scène internationale.

L'Union, aujourd'hui, joue une part importante de sa crédibilité précisément sur sa capacité à guérir les divisions internes, comme celles générées par la Hongrie et la Pologne, qui touchent à l'essence même du concept de démocratie européenne.

Il est clair que sans changer les Traités existants, aucun progrès ne sera possible et il ne sera même pas possible de toucher au principe d'unanimité qui pénalise toute décision européenne. Une réforme organique de l'Union est nécessaire sur la base d'un accord entre les institutions européennes et les gouvernements nationaux. C'est à chacun d'y contribuer.

Si l'Europe veut vraiment faire face à l'avenir, elle devra aussi s'interroger sérieusement sur ce que doit être sa place dans le monde sans renoncer à définir clairement sa propre position et sa propre vision. Elle devra définir ses propres valeurs et principes pour sauvegarder l'Occident dans une relation, certes, de collaboration mais pas de dépendance excessive vis-à-vis de l'allié américain. L'Union européenne devra également être très attentive à la nouvelle orientation de la politique étrangère chinoise qui, en s'appuyant sur sa capacité industrielle, révèle l'objectif d'influencer la production, l'économie et la politique à l'échelle mondiale. Nous savons bien que la Chine est devenue ces dernières années un véritable poumon industriel pour le monde entier et qu'elle est aujourd'hui en mesure de maîtriser la production dans de nombreux secteurs stratégiques.

Aujourd'hui, la Chine représente certainement un problème pour l'Union européenne qui n'a pas de plan industriel continental propre et qui, dans certains secteurs, met en évidence sa dépendance aux importations chinoises.

Il faut espérer que cette dépendance commerciale ne devienne pas, avec le temps, également une dépendance politique.

En substance, il ressort clairement qu'au niveau international, l'Union européenne n'est pas et ne peut pas être un acteur principal car, malheureusement, il n'y a pas de gouvernement de l'Union qui exerce sa souveraineté qui est en fait entre les mains des États membres individuels.

Ainsi, de la part de l'Europe, un manque de vision est mis en évidence non seulement dans le domaine industriel, mais aussi dans le domaine politique avec une fragilité et une incohérence particulière dans les secteurs de la défense et de la politique étrangère.

L'Union européenne dispose certes d'un large champ d'action dans les domaines économique et politique mais aujourd'hui, malheureusement, elle n'a pas la capacité d'agir. Pour pouvoir initier de nouvelles relations industrielles qui puissent aider la politique, il faut d'abord qu'elle se dote d'un gouvernement capable de planifier et de décider et de sa propre politique étrangère.

En Europe, nous avons les ressources et la capacité de surmonter les défis que nous offre l'histoire, mais nous ne trouvons pas le moyen d'accepter de partager des politiques pour les mettre en œuvre. Cependant, il faut que l'Europe sache agir immédiatement en se renforçant ou elle sera écrasée par la force des superpuissances, la Chine et les États-Unis.

Nous espérons que les longs mois de débats et de discussions qui ont eu lieu lors de la récente « Conférence sur l'avenir de l'Europe » dans tous les pays européens pourront apporter leur contribution à la construction de notre avenir commun.

Ne pas réformer les Traités, c'est rester régi par la règle de l'unanimité qui est très nocive.

Nous espérons un résultat positif avec la confiance que nous pouvons créer une Union de solidarité transnationale et de paix, capable de protéger les droits et libertés fondamentaux de chaque citoyen.

Silvano Marseglia
Président européen AEDE



THE EUROPEAN UNION AND THE AFTERMATH OF THE WAR IN UKRAINE

The time has come to reflect on our Union, on the challenges we are facing and on the future we want to build together, in order to strengthen European solidarity.

We are increasingly realizing that, without the European Union (EU), the general situation and that of individual countries would, today, be particularly difficult. Moment after moment, the value and essentiality of the European Union is being observed in a world under pressure.

In the years between 2015 and 2020, Europe witnessed, internally, the strengthening of national governments, with a consequent growing disaffection of citizens towards the European institutions.

In recent years, the crossed national vetoes have made Europe unable to promote common strategic interests, especially in the field of foreign policy.

Today, however, we are experiencing a completely different situation.

The Covid pandemic and the war in Ukraine were, obviously, the two emergency events that triggered significant modifying dynamics, causing a true “epochal change”.

Faced with an unprecedented health crisis and the war in Ukraine, Europe reacted united, showing a new political will and indicating the way forward for the future of European integration.

Putin’s aggression on Ukraine caused Europe to awaken to a new geopolitical reality, with a return to full-scale war on the European continent. This war launched by Russia against Ukraine has imposed an unexpected acceleration on international political processes, deepening the rift between the West and the autocratic powers and opening many unknowns about our future. For Europe it was an earthquake that has certainly made it more aware of its own vulnerability and that is forcing it to react, by questioning itself and its policies of the last two decades. The war in Ukraine is certainly the event which indelibly marks the recent history of Europe and which is profoundly reshaping relations among States. The Europeans who for a long time have deluded themselves that war was a thing of the past, have found themselves faced with an aggression against which they have no adequate means of defense, nor the possibility of acquiring them in a short time. If today this aggression were not contrasted, with courage and determination by the Ukrainians themselves with the external support of NATO and, above all, American commitment, the direct threat would certainly have invested in a short time also some of the member Countries of the EU.

Once again, therefore, Europeans find themselves dependent, for their security, on an external country (the USA). Indeed, the Europeans lack real resources and adequate tools to act. This picture, without diminishing the value of what has been built in over seventy years of European integration, demonstrates how the EU, for too long, has deluded itself that the Single Market was the only truly adequate political response to the challenges of our time and that it was, above all, capable of guaranteeing peace.



Reality, on the other hand, has seen the threats around us grow dramatically, finding ourselves completely inadequate to face them.

Furthermore, Europeans, within the framework of the EU, reveal not only a decision-making structure that reflects their fragmentation, but also an absence of a common democratic and legitimate sovereignty, for which they find themselves reasoning too often on the basis of not a strong vision of a great continental power, but, at the sum of many weak national visions. It is therefore clear that Europeans are fragile, vulnerable and weak.

But, if the choices of American power do not always correspond to our interests and our vision, and we want to be able to decide and act independently, we must move from words to deeds and equip ourselves accordingly.

This aggression, the outcome of which is very difficult to predict, was conceived as a very short-lived war with the aim of subjugating and partially annexing Ukraine, as a basis for Russia's expansion into the international system.

The EU has fully risen to the challenge by providing Ukraine with multidimensional support on an unprecedented scale. This support is now expressed in terms of pre-accession. Indeed, Ukraine, Moldova and Georgia immediately understood the historic moment and took the opportunity to apply for EU membership immediately at the start of the war, expressing a clear political choice which, unlike in the past, was reciprocated by the 27 EU member States. The clear perspective of the accession of Ukraine, Moldova and Georgia, and of the Western Balkans, could also spur a reflection that must lead to a Reform of the Treaties.

Ukraine's extraordinary military resilience and partners' military support, with the proposal of a safe passage to Western Europe, have given Ukraine strength to defend itself and survive.

The phenomenon is ongoing and it is not possible to predict exactly the outcomes of these turbulences, which today are manifesting themselves in a tragic form in Ukraine, but which could induce tremendous repercussions elsewhere. However, it clearly emerges that we are faced with the erosion of the unipolar world led by the United States and that the greater or lesser incisive Western capacity on the definition of a new stable world balance and peaceful international relations will also depend on the European will to impose itself as a peace power, in order to re-establish a new balance with the other protagonists.

The response to the Russian invasion of Ukraine, as well as to the COVID-19 pandemic, has provided a new common purpose to a Union too long engulfed in two decades of permanent crisis.

What clearly emerges is the EU's will to act in a coherent manner with respect to the need to re-found itself as a political subject endowed with real powers, with its own capacity and political identity and to equip itself in the new world characterized by power politics and the clash for the hegemony, capable of creating the conditions that allow for the development of an effective European capacity



for action, both in the field of foreign and security policy, and to face the multiple economic, social and internal security challenges.

It is essential to act quickly. All democratic forces and aware citizens must be aware of this, and work hard to ensure that this path towards federal political unity is traveled rapidly and courageously.

This is where we need to start again to give new impetus to the construction of tomorrow's Europe. In fact, these initiatives have overall strengthened the spirit of internal solidarity and have partially strengthened the relationship between EU institutions and public opinion, after long years of Euroscepticism.

On the other hand, the path towards the search for a true, great European identity and its own role in the world balance remains more complex and fraught with difficulties.

Even today, Europe appears as the sum of the individual political wills of the member states, remaining a prisoner of unanimous voting, without being able to free itself from a persistent logic of compromises. This situation greatly weakens Europe's action on the international arena.

The Union, today, plays an important part of its credibility precisely on the ability to heal internal divisions, such as those generated by Hungary and Poland, which touch the very essence of the concept of European democracy.

It is clear that, without changing the existing Treaties, no progress will be possible and it will not even be possible to touch the principle of unanimity which penalizes every European decision.

An organic reform of the Union is needed on the basis of an agreement between European institutions and national governments. It is up to everyone to contribute.

If Europe really wants to deal with the future, it will also have to seriously question itself about what its place in the world should be, without renouncing to clearly define its own position and vision. It will have to define its own values and principles to safeguard the West in a relationship, certainly, of collaboration but not of excessive dependence on the American ally.



The European Union will also have to look very carefully at the new course of China's foreign policy which, by leveraging its industrial capacity, reveals the objective of influencing production, the economy and politics on a global scale. We are well aware that, in recent years, China has become a real industrial lung for the whole world and that, today, it is able to control production in numerous strategic sectors.

Today, China certainly represents a problem for the European Union which lacks its own continental industrial plan and which, in some sectors, highlights its dependence on Chinese imports. It is to be hoped that this commercial dependence does not, over time, also become a political dependency.

In essence, it clearly emerges that on an international level the European Union is not and cannot be a primary actor because, unfortunately, there is no government of the Union that exercises its sovereignty which is, in fact, in the hands of the individual member States. Therefore, on the part of Europe, a lack of vision is highlighted, not only in the industrial field, but also in the political field, with a particular fragility and inconsistency in the sectors of defense and foreign policy.

The European Union certainly has ample scope for action in the economic and political fields but today, unfortunately, it does not have the capacity to act. In order to be able to start new industrial relations that can help politics, it is first of all necessary for it to equip itself with a government capable of planning and making decisions and with its own foreign policy. In Europe we have the resources and the ability to overcome the challenges that history offers us, but we cannot find the way to agree to share policies to implement them. However, it is necessary that Europe can act immediately by strengthening itself, or it will be crushed by the strength of the superpowers, China and the United States.

We hope that the long months of debate and discussions that took place through the recent "Conference on the future of Europe" in all European Countries can make their contribution to building our common future. Not reforming the Treaties will mean still being governed by the rule of unanimity, which is very harmful. We are confident in a positive outcome with the confidence that we can create a Union of transnational solidarity and peace, capable of protecting the fundamental rights and freedoms of every citizen.

Silvano Marseglia
European President AEDE



L'UNIONE EUROPEA E LE CONSEGUENZE DELLA GUERRA IN UCRAINA

È giunto il momento di riflettere sulla nostra Unione, sulle sfide che ci troviamo ad affrontare e sul futuro che vogliamo costruire insieme, allo scopo di rafforzare la solidarietà europea.

Ci stiamo rendendo conto sempre più, che, senza l'Unione Europea (UE), la situazione generale e quella dei singoli paesi sarebbe, oggi, in una situazione particolarmente difficile. Si va constatando, momento dopo momento, quale sia il valore e l'essenzialità dell'Unione Europea in un mondo sotto pressione.

Negli anni tra il 2015 ed il 2020 l'Europa ha assistito, al suo interno, al rafforzamento dei Governi Nazionali con una conseguente crescente disaffezione dei cittadini verso le istituzioni europee. In questi anni i veti nazionali incrociati hanno reso l'Europa incapace di promuovere interessi strategici comuni, soprattutto nell'ambito della politica estera.

Oggi, invece, stiamo vivendo una situazione completamente diversa.

La pandemia Covid e la guerra in Ucraina sono stati, ovviamente, i due eventi emergenziali che hanno innescato dinamiche modificatrici rilevanti, determinando un vero "cambio epocale".

Di fronte ad una crisi sanitaria senza precedenti ed alla guerra in Ucraina, l'Europa ha reagito unita, mostrando una nuova volontà politica ed indicando la via da seguire per il futuro dell'integrazione europea.

L'aggressione di Putin all'Ucraina ha fatto risvegliare l'Europa da un giorno all'altro in una nuova realtà geopolitica, con il ritorno a una guerra su larga scala sul continente europeo.

Questa guerra lanciata dalla Russia contro l'Ucraina ha imposto un'accelerazione imprevista ai processi politici internazionali, approfondendo la frattura tra Occidente e potenze autocratiche e aprendo molte incognite sul nostro futuro.

Per l'Europa si è trattato di un terremoto che l'ha, certamente, resa maggiormente cosciente della propria vulnerabilità e che la sta costringendo a reagire mettendo in discussione se stessa e le sue

politiche di questi ultimi due decenni.

Quello della guerra in Ucraina è, certamente, l'evento che segna in maniera indelebile la storia recente dell'Europa e che sta profondamente ridisegnando i rapporti tra gli Stati

Gli Europei che per molto tempo si sono illusi che la guerra fosse una cosa del passato, si sono trovati di fronte ad un'aggressione rispetto alla quale non hanno strumenti di difesa adeguati, né possibilità di dotarsene in tempi brevi; se oggi questa aggressione non fosse contrastata, con coraggio e determinazione, dagli Ucraini stessi con il supporto esterno della NATO e l'impegno innanzitutto americano, la minaccia diretta avrebbe sicuramente investito in tempi brevi anche alcuni dei paesi membri dell'UE.

Ancora una volta, quindi, gli Europei si ritrovano dipendenti per la loro sicurezza da un paese esterno (gli USA). In realtà gli Europei, per agire, sono privi di vere risorse e di strumenti adeguati.



Questo quadro, senza togliere nulla al valore di quanto costruito in oltre settanta anni di integrazione europea, dimostra come l'UE, per troppo tempo si sia illusa che il Mercato Unico fosse la vera unica risposta politica adeguata alle sfide del nostro tempo e che fosse, soprattutto, in grado di garantire la pace. La realtà, invece ha visto crescere le minacce attorno a noi a dismisura, cogliendosi del tutto inadeguati a fronteggiarle.

Inoltre gli Europei, nel quadro dell'UE, hanno una struttura decisionale che riflette la loro frammentazione e l'assenza di una sovranità comune democratica e legittima, per cui si trovano a ragionare troppo spesso in base non ad una visione forte di grande potenza continentale, ma alla somma di tante visioni nazionali deboli. È pertanto evidente che gli Europei sono fragili, vulnerabili e deboli.

Ma se le scelte del potere americano non sempre corrispondono ai nostri interessi e alla nostra visione, e si vuole poter decidere e agire autonomamente, si deve passare dalle parole ai fatti e attrezzarsi di conseguenza.

Questa aggressione, della quale è molto difficile prevedere gli esiti, è stata concepita come una guerra di brevissima durata con l'obiettivo di assoggettare e anettere parzialmente l'Ucraina, come base per un'espansione della Russia nel sistema internazionale. L'UE ha raccolto pienamente la sfida fornendo all'Ucraina un sostegno multidimensionale su scala mai vista prima. Tale sostegno viene oggi espresso in termini di pre-adesione. Ucraina, Moldavia e Georgia hanno infatti compreso immediatamente il momento storico e hanno colto l'occasione per presentare domanda di adesione all'UE immediatamente all'inizio della guerra, esprimendo una chiara scelta politica che, diversamente dal passato, è stata ricambiata dai 27 Stati membri UE. La chiara prospettiva dell'adesione di Ucraina, Moldavia e Georgia, e dei Balcani occidentali, potrà anche spronare una riflessione che deve portare ad una Riforma dei Trattati.

La straordinaria tenuta militare dell'Ucraina ed il sostegno militare dei partner, con la proposta di un passaggio sicuro verso l'Europa occidentale, hanno dato forza all'Ucraina consentendole di difendersi e di sopravvivere. Il fenomeno è in corso di svolgimento e non è possibile prevedere con esattezza gli esiti di queste turbolenze, che oggi si manifestano in una forma tragica in Ucraina ma che potrebbero indurre tremendi riverberi altrove. Comunque emerge chiaramente che ci troviamo di fronte alla erosione del mondo unipolare a guida statunitense e che la maggiore o minore capacità incisiva occidentale sulla definizione di un nuovo equilibrio mondiale stabile e di relazioni internazionali pacifiche dipenderà anche dalla volontà europea di imporsi come potenza di pace per ristabilire con gli altri protagonisti un nuovo equilibrio.



La risposta all'invasione russa dell'Ucraina, così come per quella alla pandemia da COVID-19, ha fornito un nuovo scopo comune a un'Unione troppo a lungo travolta da due decenni di crisi permanente. Emerge, chiaramente la volontà dell'UE di agire in modo coerente rispetto alla necessità di rifondarsi come soggetto politico dotato di poteri reali, di una propria capacità e identità politica e per attrezzarsi nel nuovo mondo caratterizzato dalla politica di potenza e dallo scontro per l'egemonia, in grado di creare le condizioni che permettano di sviluppare una effettiva capacità di azione europea, sia nel campo della politica estera e di sicurezza, sia per fronteggiare le molteplici sfide economiche, sociali e di sicurezza interne.

È indispensabile agire rapidamente. Tutte le forze democratiche e i cittadini consapevoli devono essere coscienti, e impegnarsi a fondo perché questa via verso l'unità politica federale sia percorsa rapidamente e con coraggio.

È di qui che bisogna ripartire per dare nuovo slancio alla costruzione dell'Europa di domani.



Queste iniziative, infatti, hanno rafforzato, nel complesso, lo spirito di solidarietà interna ed hanno parzialmente rinsaldato il rapporto tra istituzioni comunitarie e opinione pubblica, dopo lunghi anni di euroscetticismo.

Più complesso ed irto di difficoltà resta, invece, per l'Europa, il cammino verso la ricerca di una vera, grande identità europea e di un proprio ruolo negli equilibri mondiali.

L'Europa appare, ancora oggi, come la somma delle singole volontà politiche degli Stati membri restando prigioniera del voto all'unanimità, senza potersi liberare da una persistente logica di compromessi. Questa situazione indebolisce molto l'azione dell'Europa sullo scacchiere internazionale.

L'Unione, oggi, gioca una parte importante della propria credibilità proprio sulla capacità di comporre le divisioni interne, come ad esempio quelle generate da Ungheria e Polonia, che toccano l'essenza stessa del concetto di democrazia europea.

E' evidente che senza cambiare i Trattati esistenti, nessun progresso sarà possibile e non si potrà nemmeno toccare il principio dell'unanimità che penalizza ogni decisione europea. È necessaria una riforma organica dell'Unione sulla base di un accordo tra istituzioni europee e governi nazionali.

Spetta a tutti dare il proprio contributo.

Se davvero l'Europa vuole occuparsi del futuro dovrà, inoltre, interrogarsi seriamente su quale debba essere il proprio posto nel mondo senza rinunciare a definire una propria posizione ed una propria visione con chiarezza. Dovrà definire i propri valori ed i propri principi a salvaguardia dell'Occidente in un rapporto, certamente, di collaborazione ma non di eccessiva dipendenza dall'alleato americano. L'Unione Europea dovrà guardare anche con molta attenzione al nuovo corso della politica estera della Cina che, facendo leva sulla propria capacità industriale, lascia trasparire l'obiettivo di condizionare la produzione, l'economia e la politica su scala mondiale.

Sappiamo bene che, in questi ultimi anni, la Cina è diventata un vero polmone industriale per il mondo intero e che, oggi, è in grado di controllare la produzione in numerosi settori strategici.

La Cina rappresenta, oggi, certamente, un problema per l'Unione Europea che è priva di un proprio piano industriale continentale e che, in taluni settori, evidenzia la dipendenza proprio dall'import cinese. C'è da augurarsi che questa dipendenza sul piano commerciale non diventi, nel tempo, anche una dipendenza in campo politico.

In sostanza emerge chiaramente come sul piano internazionale l'Unione Europea non sia e non possa essere un attore primario perché, purtroppo, non esiste un governo dell'Unione che ne eserciti la sovranità che di fatto è nelle mani dei singoli stati membri. Si evidenzia, pertanto, da parte dell'Europa, una mancanza di visione non solo in campo industriale, ma anche in campo politico con una particolare fragilità e inconsistenza nei settori della difesa e della politica estera.

L'Unione Europea ha, certamente, ampie possibilità di azione in campo economico e politico ma oggi, purtroppo, non dispone della capacità di agire. Per poter avviare nuove relazioni industriali che siano di aiuto alla politica è necessario che essa innanzitutto si doti di un governo capace di programmare e di decidere e di una propria politica estera.

In Europa abbiamo le risorse e le capacità per vincere le sfide che la storia ci propone ma non riusciamo a trovare il modo per accettare di condividere le politiche per metterle in atto. È necessario, però, che l'Europa sappia agire subito rafforzandosi o sarà schiacciata dalla forza delle superpotenze, Cina e Stati Uniti.

Speriamo che i lunghi mesi di dibattito e di discussioni che si sono avuti attraverso la recente "Conferenza sul futuro dell'Europa" in tutti i paesi europei possano dare il loro contributo alla costruzione del nostro comune futuro. Non riformare i Trattati significherebbe rimanere ancora governati dalla regola dell'unanimità che risulta molto deleteria.

Noi speriamo in un esito positivo con la fiducia di poter realizzare una Unione della solidarietà transnazionale e della pace, capace di tutelare i diritti e le libertà fondamentali di ogni cittadino.

Silvano Marseglia
Presidente Europeo AEDE





UKRAINE: QUEL AVENIR?

Les définitions de la politique étrangère de l'Occident et de la Russie diffèrent en substance.

L'Occident a toujours affirmé que la politique étrangère d'un pays doit être fondée sur la confiance mutuelle, en élargissant la sphère des alliances et en réduisant les anciennes animosités avec les pays voisins. La Russie a établi ses relations diplomatiques avec des pays voisins tels que la Biélorussie, le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et le Kirghizistan principalement sur la dépendance économique et militaire.

Les pays baltes et l'Europe de l'Est ont peur de la Russie à cause du passé.

Les relations entre la Russie et l'Occident se sont irrémédiablement détériorées après l'annexion de la Crimée par la Russie, entraînant l'expulsion de Moscou du G7.

Après 2014, Moscou a préféré élargir ses relations avec la Chine et le tournant a été la signature du contrat d'approvisionnement en gaz avec Pékin.

De 2014 jusqu'au déclenchement des hostilités ouvertes contre l'Ukraine, les relations entre Moscou et Kiev se sont caractérisées par un conflit hybride croissant jusqu'à l'invasion non provoquée du 24 février 2022 par la Russie.

Après un an de guerre entre les deux pays, les conditions politiques pour la fin des hostilités ne sont pas encore mûres.

Selon Guterres, les fondements d'un accord de paix sont principalement deux, le respect du droit international et le respect de l'intégrité territoriale.

L'Ukraine et l'Occident soutiennent l'ONU et les règles établies pour le gouvernement des nations basées sur l'inviolabilité des frontières jusqu'à hier partagées par tous les pays qui font partie de l'organisation.

Malheureusement, l'implication de la Russie en tant que membre du Conseil de sécurité dans la guerre contre l'Ukraine a bloqué le fonctionnement des Nations Unies. La Russie, contrairement au droit international, a déclaré à plusieurs reprises que l'Ukraine ne pourra pas rejoindre l'OTAN et devra être "démilitarisée et dénazifiée", ajoutant en outre que l'OTAN devra se replier sur les positions de 1997.

A cet égard, Poutine a réitéré que pour la Russie la “victoire... est inévitable”. (Tass.com, 19 janvier 2019)
Les mêmes concepts ont été répétés par Poutine à l’occasion de la célébration du quatre-vingtième anniversaire de la bataille de Stalingrad.

Zelensky a pour sa part affirmée que les Russes seraient chassés des territoires ukrainiens illégalement occupés et annexés par la Fédération de Russie.

Les deux leaders sont dans des positions opposées prêtes pour le choc à ses conséquences maximales. Même Biden dans son discours sur l’état de l’Union de 2022 a déclaré que “lorsque les dictateurs ne paient pas le prix de leur agression, ils provoquent plus de chaos. Ils continuent de bouger. Et les coûts et les menaces pour l’Amérique et le monde ne cessent d’augmenter”.

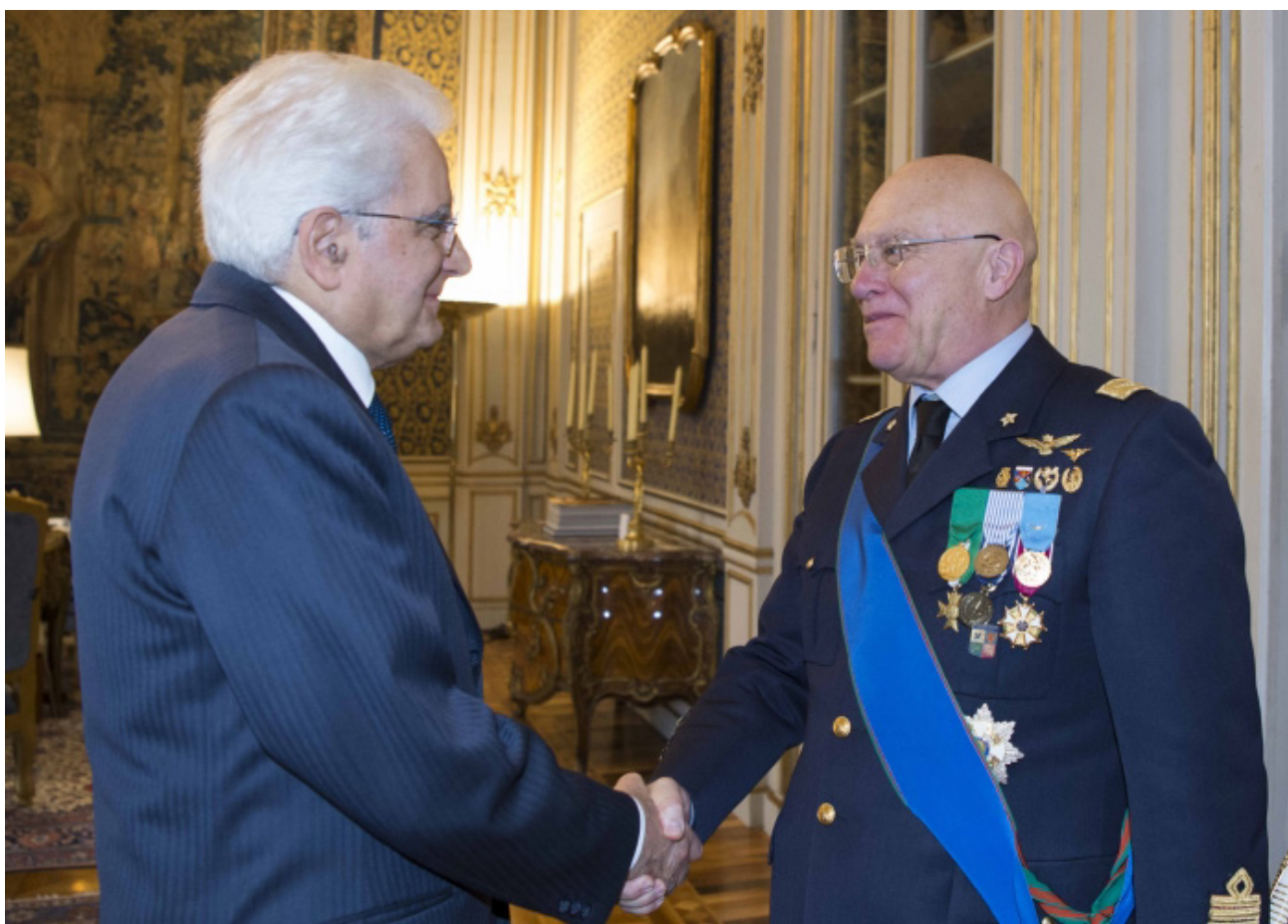
À l’heure actuelle, il n’y a pas d’initiatives internationales solides pour promouvoir une table de paix entre les deux pays.

Le conflit en cours n’est pas seulement entre la Russie et l’Ukraine, mais est également contraire à l’ordre mondial actuel géré par les États-Unis.

La Russie a déclaré vouloir réaliser et établir un ordre mondial différent non dirigé par les États-Unis, elle veut être reconnue comme une puissance internationale et en ce sens, elle a noué des relations avec la Chine qui a, jusqu’à présent, soutenu les positions russes.

Les États-Unis, pour leur part, ont déclaré que cette “opération spéciale” russe était un conflit politique entre autarcie et démocratie.

L’Union européenne, par l’intermédiaire du président de la Commission Von der Leyen, a déclaré que “Poutine a tout fait pour mettre l’Europe à genoux, mais il a échoué. La Russie doit payer pour ses crimes horribles, y compris celui d’agression contre un État souverain” et a proposé la création d’un tribunal spécial, soutenu par les Nations unies, pour enquêter et poursuivre ce qu’elle considère comme des crimes perpétrés par les Russes.





La sécurité européenne physique, des valeurs et économique est aujourd’hui menacée en raison de la destruction de l’architecture de sécurité construite à la fin de la Seconde Guerre mondiale puis renforcée après la chute du mur de Berlin.

Malheureusement, en plus de 70 ans de paix, l’Europe n’a pas été en mesure de construire sa propre “Autonomie Stratégique”¹ et n’est pas allée au-delà du “marché unique”.

En aval du conflit en cours, l’Ukraine subira les plus grandes destructions et l’Europe paiera au prix fort l’instabilité créée par l’attaque russe contre l’Ukraine.

L’avenir de la Russie est encore incertain et son lien avec la Chine devra encore passer de nombreuses épreuves.

La Chine et les États-Unis, quant à eux, tentent de trouver un nouveau moyen d’éviter les affrontements sur le problème de Taïwan² et le ministre chinois des Affaires étrangères Wang a déclaré que “Pékin prévoit le voyage d’Antony Blinken en Chine”, désormais reporté en raison de l’observation d’un ballon de haute altitude d’origine chinoise dont les objectifs ont généré des récits différents entre les deux pays.

La Chine a déclaré qu’elle renforcerait ses relations avec Washington dans la mesure où celles-ci sont menées conformément aux principes de “respect mutuel”, de “coexistence pacifique” et de “coopération gagnant - gagnant”.

Sur le plan militaire, le deuxième cycle opérationnel 2023 en Ukraine pourrait ne pas être exhaustif pour la fin des hostilités en cours puisque tous les dirigeants impliqués dans le conflit ont les prochaines échéances électorales en 2024 (Russie, États-Unis, Ukraine et Taïwan).

Probablement, les contours du nouvel ordre mondial seront visibles après les processus électoraux de 2024.

Les opérations militaires se poursuivront et les niveaux de violence du deuxième cycle opérationnel seront plus élevés.

¹Tgcom24.mediaset.it-18 genn. 2023-Ue, Borrell: “L’Europa non vuole un singolo esercito”

²China-files-18 genn 2023- In Cina e asia, Davos: “La Cina non tornerà all’economia pianificata”

Le commandant russe des opérations de théâtre a de nouveau été remplacé.

En pratique, la Russie a toujours changé de commandant de théâtre lorsqu'il n'a pas atteint les objectifs assignés et, au cours du premier cycle opérationnel, de nombreux objectifs fixés par Poutine n'ont pas été atteints.

Pendant la guerre contre la Finlande, dans la période de la Seconde Guerre mondiale, la Russie a fait de même.

Désormais, le commandement du théâtre d'opérations ukrainien a été confié au général Gerasimov, chef d'état-major de la défense de la Fédération.

Cette affectation apparaît particulière tant pour la petite taille du théâtre ukrainien que pour le principe de répartition des responsabilités: à l'Ouest, le commandant de théâtre est une autorité différente du Chef d'État-major des armées.

Le général Gerasimov est celui qui décidera désormais de tout jusqu'à l'utilisation des unités et il ne pourra plus y avoir de boucs émissaires.

Ce changement est donc la preuve de la détermination de Poutine à atteindre les objectifs affichés, d'autre part il est aussi la preuve d'un manque de formation et de fiabilité des hauts gradés militaires russes.

Pasquale Preziosa
Président de Osservatorio Sicurezza Eurispes
Prof. Sécurité des espaces - Cusano Roma





UKRAINE: WHAT FUTURE?

The foreign policy definitions of the West and Russia are substantially different from each other.

The West has always affirmed that a country's Foreign Policy must be built on mutual trust, expanding the sphere of alliances and reducing old conflicts with neighboring Countries.

Russia has established its diplomatic relations with neighboring Countries such as Belarus, Kazakhstan, Turkmenistan, Uzbekistan, Armenia, Azerbaijan and Kyrgyzstan mainly on economic and military dependence.

The Baltic Countries and Eastern Europe are afraid of Russia because of the past.

Relations between Russia and the West deteriorated irreparably after Russia's annexation of Crimea, resulting in Moscow's expulsion from the G7.

After 2014, Moscow preferred to expand relations with China and the turning point was the signing of the gas supply contract with Beijing.

Since 2014 until the outbreak of open hostilities against Ukraine, relations between Moscow and Kiev have been characterized by growing hybrid conflict until the unprovoked invasion of February 24, 2022 by Russia.

After a year of war between the two Countries, the political conditions for an end to hostilities have not yet matured.

According to Guterres, the foundations for a peace agreement are mainly two, respect for international law and respect for territorial integrity.

Ukraine and the West support the UN and the rules established for the government of nations based on the inviolability of borders until yesterday shared by all the countries that are part of the organization.

Unfortunately, Russia's involvement as a member of the Security Council in the war against Ukraine has blocked the functioning of the United Nations. Russia, contrary to international law, has repeatedly stated that Ukraine will not be able to join NATO and will have to be "demilitarized and denazified", furthermore adding that NATO will have to retreat to the positions of 1997.

In this regard, Putin reiterated that for Russia the "victory..is inevitable". (Tass.com, Jan. 19, 2019)

The same concepts were repeated by Putin on the occasion of the celebration of the eightieth anniversary of the battle of Stalingrad.

Zelensky for his part has argued that the Russians will be driven out of the illegally occupied Ukrainian territories annexed by the Russian Federation.

The two Leaders are on opposite positions ready for the clash to its maximum consequences.

Even Biden in his 2022 State of the Union address stated that ““when dictators do not pay a price for their aggression, they cause more chaos.

They keep moving. And the costs and threats to America and the world keep rising.”

At the moment there are no solid international initiatives to promote a peace table between the two countries.

The ongoing conflict is not only between Russia and Ukraine but is also against the current US-managed world order.

Russia has declared that it wants to achieve and establish a different world order not led by the USA, it wants to be recognized as an international power and, in this sense, it has established relations with China, which has, until now, supported the Russian positions.

The USA , for their part, has declared that this Russian “special operation” is a political conflict between autarky and democracy.

The European Union through the Commission President, Von der Leyen, said that “Putin did everything to bring Europe to its knees, but he failed”. “Russia must pay for its horrific crimes, including that of aggression against a sovereign state” and has proposed the establishment of a special tribunal, supported by the United Nations, to investigate and prosecute what it sees as crimes perpetrated by Russians.”

Physical, value-based and economic European security is now under attack due to the destruction of the security architecture built at the end of the Second World War and then reinforced after the fall of the Berlin Wall.

Unfortunately, in over 70 years of peace, Europe has not been able to build its own “Strategic Autonomy”¹ and has not gone beyond the “Single Market”.

Downstream of the ongoing conflict, Ukraine will suffer the greatest destruction and Europe will pay a high price for the instability created by the Russian attack on Ukraine.

Russia’s future is still uncertain and its link with China will still have to pass many tests.

China and the US, on the other hand, are trying to find a new way to avoid clashing over the Taiwan issue² and the Chinese foreign ministry Wang said that “Beijing is planning Antony Blinken’s trip to China, now postponed due to the sighting of a balloon of Chinese origin from high altitudes, whose purposes have generated different narratives between the two countries.

China has declared that it will enhance relations with Washington to the extent that these are conducted in accordance with the principles of “mutual respect”, “peaceful coexistence” and “win-win cooperation”.

At the military level, the second operational cycle 2023 in Ukraine may not be exhaustive for the end of the ongoing hostilities, as all the leaders involved in the conflict have the next electoral deadlines in 2024 (Russia, United States, Ukraine and Taiwan).



¹Tgcom24.mediaset.it-18 Jan.. 2023-Ue, Borrell:”Europe doesn’t want a single army”

²China-files-18 Jan 2023- In China and Asia, Davos:”China won’t come back to planned economy ”.

Probably, the outlines for the new world order will be able to take off after the electoral processes of 2024. Military operations will still continue and the levels of violence in the second operational cycle will be higher.

The Russian commander of theater operations was once again replaced.

As a matter of practice, Russia has always changed theater commanders when they did not achieve the assigned objectives and in the first operational cycle many objectives established by Putin were not achieved.

Also during the War against Finland, in the period of the Second World War, Russia did the same.

Now the Command of the Ukrainian theater of operations has been conferred on Gen. Gerasimov, Chief of the Defense Staff of the Federation.

This assignment appears peculiar both for the small size of the Ukrainian theater and for the principle of division of responsibilities: in the West, the theater commander is a different authority from the Chief of Defense Staff.

Gen. Gerasimov is the one who will now decide everything, up to the use of the units and there can be no more scapegoats.

This change, therefore, is evidence of Putin's determination to achieve the declared objectives, on the other hand it is also proof of a lack of training and reliability of the high Russian military ranks.

Gen. Pasquale Preziosa
President of the Eurispes Security Observatory
Prof. Safety of spaces - Cusano Rome





UCRAINA: QUALE FUTURO?

Le definizioni di politica estera dell'Occidente e della Russia differiscono nella sostanza.

L'Occidente ha sempre affermato che la Politica estera di un Paese deve essere costruita sulla fiducia reciproca, allargando la sfera delle alleanze e riducendo vecchie animosità con i Paesi vicini.

La Russia ha stabilito le sue relazioni diplomatiche con i Paesi vicini quali la Bielorussia, il Kazakistan, il Turkmenistan, l'Uzbekistan, l'Armenia, l'Azerbaijan e il Kirgizstan prevalentemente sulla dipendenza economica e militare.

I Paesi baltici e dell'Est Europa hanno paura della Russia per via del passato trascorso.

Le relazioni tra la Russia e l'Occidente si sono deteriorate irrimediabilmente dopo l'annessione alla Russia della Crimea, con la conseguente espulsione di Mosca dal G7.

Dopo il 2014, Mosca ha preferito ampliare i rapporti con la Cina e il punto di svolta è stato la firma del contratto per la fornitura di gas a Pechino.

Dal 2014 fino allo scoppio aperte delle ostilità contro l'Ucraina i rapporti tra Mosca e Kiev sono stati caratterizzati da conflittualità ibrida crescente fino all'invasione non provocata del 24 febbraio 2022 da parte della Russia.

Dopo un anno di guerra tra i due Paesi non sono ancora maturate le condizioni politiche per la fine delle ostilità.

Secondo Guterres le basi per un accordo di pace sono prevalentemente due, il rispetto del diritto internazionale e il rispetto della integrità territoriale.

L'Ucraina e l'Occidente sostengono l'ONU e le regole stabilite per il governo delle nazioni basate sulla inviolabilità dei confini fino a ieri condivise da tutti i Paesi facenti parte dell'organizzazione.

Purtroppo, il coinvolgimento della Russia, quale componente del Consiglio di Sicurezza nella guerra contro l'Ucraina ha bloccato il funzionamento delle Nazioni Unite.

La Russia, in contrasto col diritto internazionale ha affermato più volte che l'Ucraina non potrà far parte della NATO e dovrà essere "demilitarizzata e denazificata" inoltre, ha aggiunto che la NATO dovrà arretrare sulle posizioni del 1997.



Al riguardo, Putin ha ribadito che per la Russia la “victory..isinevitable”. (Tass.com, 19 genn. 2019)

Gli stessi concetti sono stati ripetuti da Putin in occasione della celebrazione dell’ottantesimo anniversario della battaglia di Stalingrado.

Zelensky dal canto suo ha sostenuto che i russi saranno cacciati dai territori ucraini illegalmente occupati e annessi alla Federazione russa.

I due Leader sono su posizioni opposte pronti allo scontro fino alle sue massime conseguenze.

Anche Biden nel discorso sullo Stato dell’Unione del 2022 ha affermato che “when dictators do not pay a price for their aggression, they cause more chaos. They keep moving. And the costs and threats to America and the world keep rising.”

Al momento non vi sono solide iniziative internazionali per promuovere un tavolo di pace tra i due Paesi. La conflittualità in corso non è solo tra la Russia e l’Ucraina ma è anche contro l’attuale ordine mondiale gestito dagli Stati Uniti.

La Russia ha dichiarato che vuole raggiungere e stabilire un differente ordine mondiale non guidato dagli USA, vuole essere riconosciuta come potenza internazionale e in tal senso ha stretto rapporti con la Cina che ha, fino a questo momento, sostenuto le posizioni russe.

Gli USA, da parte loro, hanno dichiarato che questa “operazione speciale” russa è una conflittualità di tipo politico tra l’autarchia e la democrazia.

L’Unione europea attraverso il presidente della Commissione Von der Leyen ha affermato che “Putin ha fatto di tutto per mettere l’Europa in ginocchio, ma ha fallito”. “La Russia deve pagare per i suoi orribili crimini, incluso quello di un’aggressione contro uno stato sovrano” e ha proposto l’istituzione di un tribunale speciale, sostenuto dalle Nazioni Unite, per indagare e perseguire quelli che considera crimini perpetrati dai russi.”

La Sicurezza Europea fisica, valoriale ed economica è ora sotto attacco per la distruzione dell’architettura di sicurezza costruita alla fine della Seconda guerra mondiale rinforzata poi a valle della caduta del Muro di Berlino.

Purtroppo, l’Europa negli oltre 70 anni di pace non ha saputo costruire una sua “Autonomia Strategica”¹ e non è andata oltre il “Mercato Unico”.

A valle della conflittualità in corso, l’Ucraina patirà le maggiori distruzioni e l’Europa pagherà un alto prezzo per l’instabilità creata dall’attacco russo all’Ucraina.

Il futuro della Russia è ancora incerto e il suo legame con la Cina dovrà superare molte prove ancora.

La Cina e gli USA invece stanno cercando di individuare una nuova via per non scontrarsi sul problema di Taiwan² e il ministero degli esteri cinese Wang ha affermato che “Pechino sta pianificando il viaggio di Antony Blinken in Cina, ora rimandato per l’avvistamento di un Pallone sonda da alta quota di provenienza cinese i cui scopi hanno generato narrative differenti tra i due paesi.

La Cina ha dichiarato che valorizzerà le relazioni con Washington nella misura in cui queste si svolgano in conformità ai principi di “rispetto reciproco”, “coesistenza pacifica” e “cooperazione vantaggiosa per tutti”.

Sul piano militare, il secondo ciclo operativo 2023 in Ucraina potrebbe non essere esaustivo per il termine delle ostilità in corso in quanto tutti i leader coinvolti nel conflitto hanno le prossime scadenze elettorali nel 2024 (Russia, Stati Uniti, Ucraina e Taiwan).

Probabilmente, i lineamenti per il nuovo ordine mondiale potranno prendere il via a valle dei processi elettorali del 2024.

Le operazioni militari continueranno ancora e i livelli di violenza nel secondo ciclo operativo saranno più elevati.

¹Tgcom24.mediaset.it-18 genn. 2023-Ue, Borrell:”L’Europa non vuole un singolo esercito”

²China-files-18 genn 2023- In Cina e asia, Davos:”La Cina non tornerà all’economia pianificata”.

Il comandante russo delle operazioni in teatro è stato avvicinato ancora una volta.

La Russia, per prassi, ha sempre cambiato i comandanti di teatro quando questi non raggiungevano gli obiettivi assegnati e nel primo ciclo operativo molti obiettivi stabiliti da Putin non sono stati raggiunti. Anche durante la Guerra contro la Finlandia, nel periodo della Seconda guerra mondiale, la Russia operò allo stesso modo.

Ora il Comando del teatro operativo ucraino è stato conferito al Gen. Gerasimov, Capo di Stato Maggiore della Difesa della Federazione.

Tale affidamento appare peculiare sia per le piccole dimensioni del teatro ucraino sia per il principio di suddivisione delle responsabilità: in occidente il Comandante di teatro è una autorità diversa dal Capo di Stato Maggiore della Difesa.

Il Gen. Gerasimov è colui che ora deciderà tutto fino all'impiego delle unità e non vi potranno essere più capri espiatori.

Questo cambio, quindi, è la testimonianza della determinazione di Putin di raggiungere gli obiettivi dichiarati, per contro è anche la riprova di una carente formazione e affidabilità degli alti gradi militari russi.

Gen. Pasquale Preziosa
Presidente Osservatorio Sicurezza Eurispes
Prof. Sicurezza degli spazi- Cusano Roma





La section roumaine aede à l'anniversaire AEDE 65

L'éducation est un support essentiel pour la formation de citoyens européens bien préparés pour faire face aux nombreux défis auxquels la modernité est confrontée.

Afin de soutenir l'éducation, guidée par les objectifs stratégiques à long terme des politiques d'éducation et de formation de l'UE:

- apprentissage tout au long de la vie
- améliorer la qualité et l'efficacité des systèmes d'éducation et de formation
- promouvoir l'équité, la cohésion sociale et la citoyenneté active
- renforcer la créativité et l'innovation, y compris l'esprit d'entreprise, à tous les niveaux d'enseignement et de formation,

La section roumaine AEDE exerce toute son activité conformément aux objectifs de l'Association européenne des enseignants, AEDE.

La section roumaine AEDE a été créée en 2005.

Depuis sa création, AEDE Roumanie a conjugué ses efforts pour contribuer à l'harmonisation de l'enseignement roumain avec les normes européennes, pour une meilleure formation des jeunes citoyens européens.

Nous soulignons et apprécions l'activité exceptionnelle qu'a eue, au niveau national et européen, Madame Ioana Jurca, membre fondateur et premier président de la section roumaine AEDE.

Nous énumérons quelques activités de la section roumaine de l'AEDE ayant un impact particulier pour améliorer la qualité des performances pédagogiques des enseignants et implicitement le niveau de formation des étudiants.

- Collaboration avec la Commission européenne, direction générale de la justice, de la liberté et de la sécurité, qui a organisé une campagne d'information dans 40 villes de Roumanie, pour connaître les droits des citoyens européens
- Séminaires de formation (à Buzău et Bacău) sur le thème "Utiliser les outils MICE pour augmenter la qualité des projets scolaires"
- Conférence internationale "La citoyenneté européenne active une priorité de l'éducation contemporaine des jeunes", Geoagiu-Băi
- Séminaire international "Techniques créatives dans le domaine de l'ergothérapie", coopération entre la section roumaine AEDE et l'Institut "Fritz Felsenstein" à Königsbrunn, Bavière, Allemagne, concernant l'intégration des étudiants ayant des besoins éducatifs spéciaux.

La Roumanie a accueilli le 17e congrès de l'AEDE. Le président de l'AEDE, Silvano Marseglia, avec son grand professionnalisme, ainsi que le bureau de la section roumaine, ont été reçus, pendant la période préparatoire du congrès, au Palais Cotroceni, siège de la présidence roumaine. Le président de la Roumanie, professeur de physique, a offert le haut patronage au congrès de l'AEDE.

Le congrès s'est déroulé en deux étapes, au Palais du Parlement roumain à Bucarest et à l'Université "Ovidius" de Constanța.



Anisor Pârvu

ÉCHELLE TransEurope

Les sessions de formation à Genève, Sofia, Budapest et Varsovie ont abouti à l'élaboration de normes de qualité pour un lycée bilingue.

ELICIT (Alphabétisation européenne et éducation à la citoyenneté)

Un projet multilatéral d'une durée de trois ans, basé sur une approche transdisciplinaire. Un certain nombre de 16 partenaires de 8 pays européens: Belgique, Bulgarie, Espagne, France, Hongrie, Pays-Bas, Roumanie, Suède (AEDE et ses sections nationales en Roumanie, Hongrie, Pays-Bas, Bulgarie, Universités de Limoges, Cordoue, Oslo, Organisations européennes de formation et d'éducation)

Les étudiants des écoles partenaires de la section roumaine de l'AEDE ont été impliqués dans le projet **EU-ROSCOLA**.

Les étudiants du Collège national «Mircea cel Bătrân» de Constanța ont été félicités au Parlement européen à Strasbourg.

“Services d'emploi intégrés JOB-IN”

Organisation de cours de formation pratique pour un certain nombre de 900 étudiants issus des domaines et des profils des partenaires du projet (écoles de 5 comtés de Roumanie) pour accroître l'adaptabilité des futurs diplômés aux exigences du lieu de travail. L'accent était mis sur l'utilisation de la méthode d'apprentissage appelée la compagnie d'exercice. L'effet à long terme consiste en le développement des capacités et des compétences des étudiants en formation professionnelle initiale à travers un partenariat actif entre l'école - les agents économiques - les universités techniques.

Projet en cours

“Ensemble, nous améliorons l'école”

Le projet met en évidence les besoins de formation identifiés dans le plan de développement des écoles européennes, qui a été conçu conformément à la stratégie éducative locale et nationale, ainsi qu'en tenant compte des développements économiques et culturels.

Les enseignants du groupe cible forment à la fois des compétences spécialisées et des compétences transcurriculaires, nécessaires au développement de l'acte didactique dans un environnement multiculturel et multilingue à travers des stages de formation en Italie, Espagne, Portugal, Malte.

EQAFIT - Assurance qualité dans l'éducation financière

C'est un projet qui vise à développer un guide des bonnes pratiques. Dans le cadre du projet, l'offre éducative dans le domaine de l'éducation financière est analysée, ainsi que les exigences qui proviennent du marché du travail (domaine financier).

EQAFIT est la première tentative d'impliquer tous les acteurs de l'éducation financière: les établissements d'enseignement, les bénéficiaires de la démarche pédagogique - les étudiants mais aussi les organismes financiers.

Des partenaires de sept pays européens (Grèce, Roumanie, Suède, Italie, Espagne, Belgique, Slovaquie) contribuent à améliorer la qualité des programmes d'études en fonction des exigences du marché du travail européen.

La section roumaine AEDE fournit une assistance aux écoles partenaires de Roumanie pour accéder et mettre en œuvre des projets financés par l'Europe, dans le but d'accélérer le processus de rendre le système éducatif roumain compatible avec le système éducatif européen et de promouvoir les performances de l'enseignement.

Nous précisons quelques projets dans lesquels la section roumaine AEDE était ou est impliquée.



Il y avait aussi des gestes de reconnaissance.

Ainsi, pour une activité didactique exceptionnelle, pour une gestion pédagogique moderne et efficace, pour une activité multiculturelle aux résonances européennes, M. Vasile Nicoară, vice-président de l'AEDE, a reçu de l'Ambassade de la République française à Bucarest, par l'intermédiaire de Son Excellence Mme l'Ambassadeur Laurence Auer la distinction **L'Ordre des Palmes académiques** au rang de Chevalier.

Nous sommes à un moment où l'éducation a subi des perturbations majeures en raison de l'épidémie de COVID-19 et de la transition forcée vers l'apprentissage en ligne et à distance.

L'utilisation généralisée de la technologie a mis en évidence les faiblesses des systèmes éducatifs.

Une chose est sûre, la technologie ne peut pas être identifiée avec l'enseignant. Il ne devient utile que s'il est intégré dans le processus d'enseignement scientifique organisé, mené avec professionnalisme et maîtrise des enseignants.

Les sections nationales de l'AEDE, l'association dans son ensemble, apporteront sûrement des solutions pour la création du nouvel espace européen de l'éducation et la conception d'un plan d'action pour l'éducation numérique.

Prenant en compte l'exhortation de Jean Monnet "Allez, allez, il n'y a pas d'autre avenir pour les peuples d'Europe que dans l'union", nous exprimons, maintenant à l'anniversaire de notre association AEDE, le désir de vivre et de travailler ensemble dans une Europe moderne et unie.

Anișor Pârvu
Président de la section roumaine AEDE



THE ROMANIAN SECTION AEDE AT THE ANNIVERSARY OF AEDE 65



Joana Jurka

Education is an essential support for training well-prepared European citizens who can face the challenges of modernity.

In order to support education, guided by the long-term strategic objectives of EU in education and training policies:

- lifelong learning
- improving the quality and efficiency of education and training systems
- promoting equity, social cohesion and active citizenship
- enhancing creativity and innovation, including entrepreneurship, at all levels of education and training, the Romanian section AEDE carries out its activity in accordance with the objectives of the European Association of Teachers, AEDE.

The Romanian section AEDE was established in 2005. Since its establishment, AEDE Romania has combined its efforts to contribute to the harmonization of Romanian education with European standards, for a better training of young European citizens.

We emphasize and appreciate the exceptional activity, at national and European level, of Mrs. Ioana Jurca, the founding member and first president of the Romanian section AEDE.

We list some activities of the Romanian AEDE section with a special impact for raising the quality of teachers' teaching performance and implicitly the level of training of students.

- Collaboration with the European Commission, General Department for Justice, Freedom and Security, which organized an information campaign in 40 cities from Romania, to acknowledge the rights of European citizens
- Training seminars (in Buzău and Bacău) with the theme "Using MICE tools to increase the quality of school projects"
- International Conference "Active European Citizenship a priority of contemporary youth education", Geoagiu-Băi
- International seminar "Creative techniques in the field of occupational therapy", cooperation between the Romanian section AEDE and the "Fritz Felsenstein" Institute in Königsbrunn, Bavaria, Germany, regarding the integration of students with special educational needs

Romania hosted the 17th AEDE congress. The president of AEDE, Silvano Marseglia, with his high professionalism, along with the board of the Romanian section, was received, in the preparatory period of the congress, at the Cotroceni Palace, the headquarters of the Romanian Presidency. The President of Romania, professor of physics, offered the high patronage to the AEDE congress.

The congress took place at the Palace of the Romanian Parliament in Bucharest and at "Ovidius" University in Constanța.

The Romanian section AEDE provides assistance to partner schools in Romania for accessing and implementing European projects, with the aim of speeding up the process of making the Romanian education system compatible with the European education system and for promoting teaching performance.

We mention some projects in which the Romanian section AEDE was or is involved.

SCALA TransEurope

The training sessions in Geneva, Sofia, Budapest and Warsaw resulted in the development of quality standards for a bilingual high school.

ELICIT (European Literacy and Citizenship Education) A multilateral project with a duration of three years, based on a transdisciplinary approach.



A number of 16 partners from 8 European countries: Belgium, Bulgaria, Spain, France, Hungary, the Netherlands, Romania, Sweden (AEDE and its national sections in Romania, Hungary, the Netherlands, Bulgaria, the Universities of Limoges, Cordoba, Oslo, European organizations training and education).

Students from the partner schools of the Romanian AEDE section were involved in the **EUROSCOLA** project.

The students of the “Mircea cel Bătrân” National College from Constanța were praised in the European Parliament in Strasbourg.

“JOB-IN Integrated Employment Services”

Organizing practical training courses for a number of 900 students from the fields and profiles of the project partners (schools from 5 counties of Romania) to increase the adaptability of future graduates to the requirements of the workplace. The emphasis was on using the learning method called the exercise company. The long-term effect consists in the development of the abilities and competences of the students in initial professional training through an active partnership between the school - economic agents - technical universities.

Projects in progress

“Together we make the school better”

The project highlights the training needs as identified in the European School Development Plan which has been designed in line with the local and national education strategy, as well as taking into account economic and cultural developments.

The teachers from the target group focus on both specialized skills and transcurricular skills, necessary in the development of the teaching act in a multicultural and multilingual environment through training internships in Italy, Spain, Portugal, Malta.

EQAFIT- Quality Assurance in Financial Education

It is a project that aims to develop a guide of good practices. Within the project, the educational offer in the field of financial education is analyzed, as well as the requirements that come from the labor market (financial field).

EQAFIT is the first attempt to involve all stakeholders in financial education: educational institutions, beneficiaries of the educational process-students but also financial institutions.

Partners from seven European countries (Greece, Romania, Sweden, Italy, Spain, Belgium, Slovakia) contribute to increasing the quality of study programs according to the requirements of the European labor market.

There were also gestures of recognition

Thus, for an exceptional didactic activity, for a modern, efficient management, for a multicultural activity with European resonances, Mr. Vasile Nicoară, AEDE vice-president, received from the Embassy of the French Republic in Bucharest, through His Excellency Mrs. Ambassador Laurence Auer the distinction **L’Ordre des Palmes academiques** in the rank of Knight.

We are at a time when education has suffered major disruptions due to the COVID-19 epidemic and the forced transition to online and distance learning.

The widespread use of technology has highlighted weaknesses in education systems.

One thing is for sure, technology cannot be identified with the teacher. It becomes useful only if it is integrated in the organized scientific teaching process, led with professionalism by the teacher.

The national sections of AEDE, the association as a whole, will surely offer solutions for the creation of the new European space of education and the design of an action plan for digital education.

Taking into account Jean Monnet’s exhortation “Go on, go on, there is no other future for the people of Europe than in union”, we express, now at the anniversary of our association AEDE, the desire to live and perform together in a modern and united Europe.

Anișor Pârvu
President of the Romanian Section AEDE



La sezione rumena dell'AEDE 65° compleanno

L'istruzione è un supporto essenziale per la formazione di cittadini europei ben preparati e pronti ad affrontare le numerose sfide che la modernità presenta.

Al fine di sostenere l'istruzione, guidata dagli obiettivi strategici a lungo termine delle politiche dell'UE in materia di istruzione e formazione:

- l'apprendimento permanente
 - migliorare la qualità e l'efficienza dei sistemi di istruzione e formazione
 - promuovere l'equità, la coesione sociale e la cittadinanza attiva
 - rafforzare la creatività e l'innovazione, compresa l'imprenditorialità, a tutti i livelli di istruzione e formazione,
- la sezione rumena AEDE svolge tutta la sua attività in conformità con gli obiettivi dell'Associazione Europea degli Insegnanti, AEDE.

La sezione rumena AEDE è stata creata nel 2005.

Dalla sua creazione, l'AEDE Romania ha unito i suoi sforzi per contribuire all'armonizzazione dell'istruzione rumena con gli standard europei, per una migliore formazione dei giovani cittadini europei.

Sottolineiamo e apprezziamo l'eccezionale attività svolta, a livello nazionale ed europeo, dalla Sig.ra Ioana Jurca, membro fondatore e primo presidente della sezione rumena dell'AEDE.

Elenchiamo alcune attività della sezione rumena dell'AEDE che hanno un impatto particolare per migliorare la qualità delle prestazioni pedagogiche degli insegnanti e implicitamente il livello di formazione degli studenti.

- Collaborazione con la Commissione Europea, Direzione Generale Giustizia, Libertà e Sicurezza, che ha organizzato una campagna di informazione in 40 città della Romania, per conoscere i diritti dei cittadini europei
- Seminari di formazione (a Buzău e Bacău) sul tema "Usare gli strumenti MICE per aumentare la qualità dei progetti scolastici"
- Conferenza internazionale "La cittadinanza europea attiva, una priorità nell'educazione contemporanea per i giovani", Geoagiu-Băi
- Seminario internazionale "Tecniche creative nel campo della terapia occupazionale", collaborazione tra la sezione rumena AEDE e l'Istituto "Fritz Felsenstein" di Königsbrunn, Baviera, Germania, riguardante l'integrazione degli studenti con bisogni educativi speciali. La Romania ha ospitato il 17° congresso AEDE. Il presidente dell'AEDE, Silvano Marseglia, con la sua grande professionalità, nonché l'ufficio della sezione rumena, sono stati ricevuti, durante il periodo preparatorio del congresso, a Palazzo Cotroceni, sede della presidenza rumena. Il presidente della Romania, professore di fisica, ha offerto l'alto patrocinio al congresso dell'AEDE.



Il congresso si è svolto in due fasi, presso il Palazzo del Parlamento rumeno a Bucarest e presso l'Università "Ovidius" di Costanza.

La sezione rumena dell'AEDE fornisce assistenza alle scuole partner in Romania per accedere e attuare progetti finanziati dall'Europa, con l'obiettivo di accelerare il processo di rendere il sistema educativo rumeno compatibile con il sistema educativo europeo e promuovere la performance dell'insegnamento.

Specifichiamo alcuni progetti in cui la sezione rumena AEDE è stata o è coinvolta.

SCALE TransEurope

Le sessioni di formazione a Ginevra, Sofia, Budapest e Varsavia hanno portato allo sviluppo di standard di qualità per una scuola superiore bilingue.

ELICIT (European Literacy and Citizenship Education)

Un progetto multilaterale triennale, basato su un approccio transdisciplinare. Un certo numero di 16 partner da 8 paesi europei: Belgio, Bulgaria, Spagna, Francia, Ungheria, Paesi Bassi, Romania, Svezia (AEDE e le sue sezioni nazionali in Romania, Ungheria, Paesi Bassi, Bulgaria, Università di Limoges, Cordoba, Oslo, organizzazioni europee di formazione e istruzione).

Gli studenti delle scuole partner della sezione rumena di AEDE sono stati coinvolti nel progetto EUROSCOLA.

Gli studenti del Collegio nazionale "Mircea cel Bătrân" di Costanza sono stati premiati al Parlamento europeo a Strasburgo.

"Servizi integrati per l'impiego JOB-IN"

Organizzazione di corsi di formazione pratica per un numero di 900 studenti provenienti dai settori e dai profili dei partner del progetto (scuole di 5 contee in Romania) per aumentare l'adattabilità dei futuri laureati alle esigenze del posto di lavoro. L'impegno era basato sull'utilizzo del metodo di apprendimento chiamato società di esercizi. L'effetto a lungo termine è lo sviluppo delle capacità e le competenze degli studenti nella formazione professionale iniziale attraverso un partenariato attivo tra la scuola - agenti economici - università tecniche.

Progetti in corso

"Insieme stiamo migliorando la scuola"

Il progetto evidenzia i bisogni formativi identificati nel Piano di sviluppo delle scuole europee, che è stato progettato in conformità con la strategia educativa locale e nazionale, tenendo conto degli sviluppi economici e culturali. Gli insegnanti del gruppo target formano sia abilità specialistiche che abilità interdisciplinari, necessarie per lo sviluppo dell'azione didattica in un ambiente multiculturale e multilingue attraverso corsi di formazione in Italia, Spagna, Portogallo, Malta.

EQAFIT - Garanzia di qualità nell'educazione finanziaria

È un progetto che mira a sviluppare una guida alle buone pratiche. Nell'ambito del progetto viene analizzata l'offerta formativa nel campo dell'educazione finanziaria, nonché i requisiti che derivano dal mercato del lavoro (ambito finanziario).



EQAFIT è il primo tentativo di coinvolgere tutti gli attori nell'educazione finanziaria: istituti scolastici, beneficiari del processo educativo - studenti ma anche organizzazioni finanziarie. I partner di sette paesi europei (Grecia, Romania, Svezia, Italia, Spagna, Belgio, Slovacchia) aiutano a migliorare la qualità dei programmi di studio in base alle richieste del mercato del lavoro europeo.

Ci sono anche manifestazioni di riconoscimento.

Così, per un'attività didattica eccezionale, per una gestione educativa moderna ed efficiente, per un'attività multiculturale con risonanze europee, il Prof. Vasile Nicoară, vicepresidente dell'AEDE, ha ricevuto dall'Ambasciata della Repubblica Francese a Bucarest, tramite Sua Eccellenza l'ambasciatore Laurence Auer l'onorificenza L'Ordre des Palmes académiques al grado di Chevalier.

Siamo in un momento in cui l'istruzione ha subito gravi interruzioni a causa dell'epidemia di COVID-19 e della transizione forzata all'apprendimento online ea distanza.

L'uso diffuso della tecnologia ha evidenziato le debolezze dei sistemi educativi.

Una cosa è certa, la tecnologia non può essere identificata con l'insegnante. Diventa utile solo se integrato nel processo di educazione scientifica organizzata, condotto con professionalità e maestria degli insegnanti.

Le sezioni nazionali di AEDE, l'associazione nel suo insieme, forniranno sicuramente soluzioni per la creazione del nuovo spazio educativo europeo e la progettazione di un piano d'azione per l'educazione digitale.

Tenendo conto dell'esortazione di Jean Monnet "Vai, vai, non c'è altro futuro per i popoli d'Europa che nell'unione", esprimiamo, ora nell'anniversario della nostra associazione AEDE, il desiderio di vivere e lavorare insieme in una moderna Europa unita.

Anișor Pârvu
Presidente della Sezione Rumena dell'AEDE

LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX. TÉMOIGNAGE.



Pourquoi mon intérêt pour le dialogue interreligieux?

Depuis toute petite, j'ai vécu le dialogue interreligieux en Tunisie au sein de ma famille, avec mes parents, de religions différentes, musulmane et chrétienne. Ils ont participé à la création du premier groupe de recherches islamo-chrétiens qui ensuite s'est développé en France, Maroc, Liban et d'autres pays. Mon père, musulman, a rencontré 2 fois le Pape Jean-Paul II, lors des Prières pour la Paix à Assises. Plus d'une centaine de représentants de différentes religions se sont retrouvés à Assise pour discuter de la paix mais aussi pour prier, à la fois tous ensemble et chacun à sa façon. Le choix a été fait non pas de «prier ensemble» mais «d'être ensemble pour prier».

Le défi de la paix, tel qu'il se présente actuellement à toute conscience humaine, transcende les différences religieuses.

Le dialogue Interreligieux nous encourage à rechercher ce qui nous unit, dans nos dogmes, rites religieux et cultes et aussi au-delà. Chacun de nous, avec nos religions différentes, prend un chemin différent pour atteindre ce qui est plus grand que nous, l'inconnaissable, le mystère Divin et une transcendance qui surpasse tout le monde.

Ce sont moins nos religions qui nous séparent que nos ignorances réciproques. Nos différences sont moins entre nos convictions religieuses ou culturelles verticales qu'entre nos manières de voir le monde. Entre ceux qui nient ou rejettent la différence et ceux qui savent reconnaître en l'autre, quel que soit sa culture, sa religion, son semblable en humanité.

Aujourd'hui, nous constatons l'augmentation des multiples appartenances en même temps que l'augmentation des tiraillements.

Notre contemporanéité complexe est caractérisée par une interdépendance croissante.

Les risques écologiques, environnementaux, sanitaires, économiques ne connaissent pas les frontières.

Les personnes avec des cultures, religions, convictions très diversifiées sont, plus que jamais, amenées à se rencontrer.

Notre monde en pleine évolution, en plein bouleversement, devient multinational, multiculturel, multi religieux, multiconvictionnel.

Le danger est de nous enfermer dans nos incompréhensions, préjugés et peurs réciproques. Avivées par la terrible actualité du terrorisme, Ils peuvent dégénérer en cercles vicieux tels que décrits dans le livre d'Amin Maalouf Les Identités meurtrières: «Les musulmans contre nous» et Nous contre les musulmans». On ne doit pas oublier que les musulmans sont les premières et plus nombreuses victimes du terrorisme.

C'est pourquoi face aux risques de débordements, de tensions, de conflits, de dé-cohésion sociale, il est urgent de développer des compétences au dialogue interreligieux.





Quelle mise en pratique du dialogue interreligieux?

Aujourd'hui, le risque n'est pas le clash des civilisations mais le clash des ignorances.

C'est pourquoi nous avons besoin de passeurs, de facilitateurs, de médiateurs entre ces convictions et mondes différents qui sont obligatoirement amenés à se rencontrer.

Tout ce qui est de «l'inter», entre: interreligieux, interculturel, interconvictionnel contribue à inventer et à construire l'avenir.

On doit proposer un apprentissage, une éducation, une formation. Tout le travail de dialogue interreligieux est à faire connaître, valoriser et diffuser. Il s'agit de créer des espaces et des temps de dialogue au niveau local et international.

Ainsi, le Groupe international, interculturel et interconvictionnel G3I a organisé, en coopération avec le Conseil de l'Europe, des colloques et séminaires portant directement sur le thème du dialogue interculturel et interconvictionnel.

En 2017, le groupe a lancé, au Sénat français, un appel à la charte européenne de l'interconvictionnalité.

Le dialogue interreligieux peut se dérouler sous de nombreuses formes: Discussions entre théologiens; conférences entre personnalités, exemple en Tunisie, à Beit el Hikma, Maison de la sagesse présidée par l'éminent savant AbdelmajidCharfi, dialogue entre membres de la société civile; par exemple, à Strasbourg, 10 jours de dialogue comprenant de nombreux événements, débats, dîners et autres activités dans toute la ville avec des personnes de différentes religions; Événements musicaux comme Les Sacrées Journées de Strasbourg: Un festival de musiques sacrées de différentes spiritualités.

Sur la même scène, trois groupes musicaux de trois spiritualités différentes, bouddhisme, christianisme, judaïsme, islam, hindouisme, etc. dans des lieux de culte diversifiés comme la cathédrale,

synagogue, mosquée, église, temple, pagode...Un film (3'15) présente l'évènement sur le lien suivant:
<https://www.youtube.com/watch?v=OeykiT5WDgs>

Il est urgent de lutter contre les ignorances, de nous connaître, de nous reconnaître, de dialoguer, de développer des rencontres et liens interreligieux, interculturels, interconvictionnels.

Il est plus important que jamais de développer une pédagogie de la rencontre, ce qu'est fondamentalement l'éducation au dialogue interreligieux. En encourageant la connaissance de l'altérité, la compréhension de nos différences, cette pédagogie contribue à la pacification et l'apaisement.

Lilia Bensedrine-Thabet
Juriste.

*Membre du Comité pour le Dialogue Interreligieux et Interconvictionnel des O.I.N.G du Conseil de l'Europe.
Vice-Présidente du G3I, Groupe de dialogue International, Interculturel, Interconvictionnel.
Directrice des Sacrées Journées de Strasbourg.*





Interreligious dialogue. Testimony.

Why my interest in interreligious dialogue?

From a very young age, I experienced interreligious dialogue in Tunisia within my family, with my parents, of different religions, Muslim and Christian. They participated in the creation of the first Islamic-Christian research group which then developed in France, Morocco, Lebanon and other Countries. My father, a Muslim, met Pope John Paul II twice, during the Prayers for Peace in Assisi.

More than a hundred representatives of different religions met in Assisi to discuss peace but also to pray, both all together and each in their own way. The choice was made not to “pray together” but “to be together to pray”. The challenge of peace, as it currently presents itself to all human consciousness, transcends religious differences.

Interreligious dialogue encourages us to seek what unites us, in our dogmas, religious rites and worships and also beyond. Each of us, with our different religions, takes a different path to reach that which is greater than us, the unknowable, the divine mystery and a transcendence that overtakes everyone.

It is less our religions that separate us than our reciprocal ignorance. Our differences are less between our vertical religious or cultural convictions, than between our ways of conceiving the world.

Between those who deny or reject the difference and those who know how to recognize in the other, whatever his culture, his religion, his similar in terms of humanity.

Today, we see the increase in multiple affiliations at the same time as the increase in strains.

Our complex contemporaneity is characterized by a growing interdependence. Ecological, environmental, health and economic risks are limitless. People with very diverse cultures, religions and beliefs are, more than ever, brought together.

Our world in full evolution, in full upheaval, becomes multinational, multicultural, multi-religious, multi-convictional.

The danger is to lock ourselves in our mutual misunderstandings, prejudices and fears.

Encouraged by the terrible news of terrorism, they can degenerate into vicious circles as described in Amin Maalouf’s book *Murderous Identities*: “Muslims against us” and “Us against Muslims”.

We must not forget that Muslims are the first and most numerous victims of terrorism. This is why, faced with the risks of excesses, strains, conflicts, social de-cohesion, it is urgent to develop skills in interreligious dialogue.

How to put interreligious dialogue into practice?

Today, the risk is not the clash of civilizations but the clash of ignorance. This is why we need intermediaries, facilitators, mediators between these different beliefs and worlds which are bound to meet.

Everything that is “inter”, between: interreligious, intercultural, interconvictional contributes to inventing and building the future.

We must offer learning, education, training. All the work of interreligious dialogue is to be made known, valued and disseminated. It is about creating spaces and times for dialogue at the local and international level. Thus, the international, intercultural and interconvictional group G3I has organised, in cooperation with the Council of Europe, meetings and seminars dealing directly with the theme of intercultural and interconvictional dialogue. In 2017, the group launched, in the French Senate, an appeal for the European charter of interconvictionality.

Interreligious dialogue can take place in many forms: discussions among theologians; conferences among personalities, for example in Tunisia, in Beit el Hikma, House of Wisdom, chaired by the eminent scholar Abdelmajid Charfi; dialogue among members of civil society; for example, in Strasbourg, 10 days of dialogue including many events, debates, dinners and other activities throughout the city, with people of different religions; Musical events such as Les Sacrées Journées de Strasbourg: a festival of sacred music from different spiritualities. On the same stage, three musical groups from three different spiritualities, Buddhism, Christianity, Judaism, Islam, Hinduism, etc. in various places of worship, such as the cathedral, synagogue, mosque, church, temple, pagoda...A movie (3' 15") illustrates the event: <https://www.youtube.com/watch?v=OeykiT5WDgs>

It is urgent to fight against ignorance, to get to know each other, to recognize each other, to dialogue, to develop interreligious, intercultural and interconvictional encounters and links.

It is more important than ever to develop a pedagogy of meeting, which is fundamentally education for interreligious dialogue. By encouraging the knowledge of otherness, the understanding of our differences, this pedagogy contributes to pacification and appeasement.

Lilia Bensedrine-Thabet

Lawyer.

Member of the Committee for Interreligious and Interconvictional Dialogue of INGOs of the Council of Europe.

Vice-President of G3I, International, Intercultural, Interconvictional Dialogue Group.

Director of the Sacred Days of Strasbourg.



DIALOGO INTERRELIGIOSO. TESTIMONIANZA.



Perché il mio interesse per il dialogo interreligioso?

Fin da piccola ho sperimentato il dialogo interreligioso in Tunisia all'interno della mia famiglia, con i miei genitori, di diverse religioni, musulmana e cristiana. Hanno partecipato alla creazione del primo gruppo di ricerca islamo-cristiano che si è poi sviluppato in Francia, Marocco, Libano e altri Paesi. Mio padre, musulmano, ha incontrato due volte Papa Giovanni Paolo II, durante le Preghiere per la Pace ad Assisi. Più di cento rappresentanti di diverse religioni si sono incontrati ad Assisi per discutere di pace ma anche per pregare, tutti insieme e ciascuno a modo suo.

La scelta è stata fatta non di "pregare insieme" ma di "stare insieme per pregare". La sfida della pace, così come si presenta attualmente a tutta la coscienza umana, trascende le differenze religiose.

Il dialogo interreligioso ci incoraggia a cercare ciò che ci unisce, nei nostri dogmi, riti e culti religiosi e anche oltre. Ciascuno di noi, con le nostre diverse religioni, percorre una strada diversa per raggiungere ciò che è più grande di noi, l'inconoscibile, il mistero divino e una trascendenza che supera tutti.

Non sono le nostre religioni che ci separano quanto la nostra reciproca ignoranza. Le nostre differenze sono minori tra le nostre convinzioni religiose o culturali verticali che tra i nostri modi di vedere il mondo.

Tra chi nega o rifiuta la differenza e chi sa riconoscere nell'altro, qualunque sia la sua cultura, la sua religione, il suo simile in umanità.

Oggi assistiamo all'aumento delle affiliazioni multiple contemporaneamente all'aumento delle tensioni. La nostra complessa contemporaneità è caratterizzata da una crescente interdipendenza. I rischi ecologici, ambientali, sanitari ed economici non conoscono confini. Persone con culture, religioni e credenze molto diverse sono, più che mai, riunite.

Il nostro mondo in piena evoluzione, in pieno sconvolgimento, diventa multinazionale, multiculturale, multireligioso, multiconvenzionale.

Il pericolo è quello di rinchiuderci nelle nostre reciproche incomprensioni, pregiudizi e paure.

Incoraggiati dalle terribili notizie del terrorismo, possono degenerare in circoli viziosi come descritto nel libro di Amin Maalouf "Le Identità assassine": "Muslims against us" e "Noi contro Muslims". Non dobbiamo dimenticare che i musulmani sono le prime e più numerose vittime del terrorismo. Per questo di fronte ai rischi degli eccessi, delle tensioni, dei conflitti, della decoesione sociale, è urgente sviluppare competenze nel dialogo interreligioso.

Come mettere in pratica il dialogo interreligioso?

Oggi il rischio non è lo scontro di civiltà ma lo scontro dell'ignoranza. Ecco perché abbiamo bisogno di intermediari, facilitatori, mediatori tra queste diverse credenze e mondi che sono destinati a incontrarsi.

Tutto ciò che è "inter", tra: interreligioso, interculturale, interconvenzionale contribuisce a inventare e costruire il futuro.

Dobbiamo offrire apprendimento, educazione, formazione. Tutto il lavoro del dialogo interreligioso va fatto conoscere, valorizzato e diffuso.

Si tratta di creare spazi e tempi per il dialogo a livello locale e internazionale. Così, il gruppo internazionale, interculturale e Interconvenzionale G3I ha organizzato, in collaborazione con il Consiglio d'Europa, colloqui e seminari che affrontano direttamente il tema del dialogo interculturale e

Interconvenzionale. Nel 2017 il gruppo ha lanciato, al Senato francese, un appello per la carta europea dell'interconvenzionalità.

Il dialogo interreligioso può avvenire in molte forme: Discussioni tra teologi; conferenze tra personalità, esempio in Tunisia, a Beit el Hikma, Casa Sapienza presieduta dall'eminente studioso Abdelmajid Charfi, dialogo tra membri della società civile; ad esempio, a Strasburgo, 10 giorni di dialogo con tanti eventi, dibattiti, cene e altre attività in tutta la città con persone di diverse religioni; Eventi musicali come Les Sacrées Journées de Strasbourg: un festival di musica sacra di diverse spiritualità.

Sullo stesso palco tre gruppi musicali di tre diverse spiritualità, Buddismo, Cristianesimo, Ebraismo, Islam, Induismo, ecc. in vari luoghi di culto come cattedrale, sinagoga, moschea, chiesa, tempio, pagoda... Un filmato (3'15) presenta l'evento al seguente link: <https://www.youtube.com/watch?v=OeykiT5WDgs>. È urgente combattere l'ignoranza, conoscerci, riconoscerci, dialogare, sviluppare incontri e collegamenti interreligiosi, interculturali, inter-proxy.

È più importante che mai sviluppare una pedagogia dell'incontro, ciò che è fondamentale educazione nel dialogo interreligioso. Incoraggiando la conoscenza dell'alterità, comprendendo le nostre differenze, questa pedagogia contribuisce alla pacificazione e alla pacificazione.

Lilia Bensedrine-Thabet
Avvocato.

*Membro del Comitato per il Dialogo Interreligioso e Interconvenzionale delle OING del Consiglio d'Europa.
Vice-Presidente di G3I, Gruppo di Dialogo Internazionale, Interculturale, Interconvenzionale.
Direttore dei Giorni Sacri di Strasburgo.*





EDU EUROPE EUROPE DIVERSE AND UNITED

ERASMUS+ PROJECT

JANUARY 2022 - NEWSLETTER NO. 2

PROJECT NO.: KA220-SCH-22310CD2



WE ARE CELEBRATING ONE YEAR OF EDU

WE ARE HAPPY TO ANNOUNCE THAT THIS JANUARY MARKS ONE YEAR SINCE OUR PROJECT HAS STARTED AND WE HAVE SOME UPDATES WE'D LIKE TO SHARE WITH YOU.

ON 15 SEPTEMBER EDU HELD ITS SECOND TRANSNATIONAL MEETING IN ATHENS, GREECE WHERE PARTNERS HAD THE CHANCE TO FINALLY MEET EACH OTHER FACE TO FACE AND HAVE A MORE IN-DEPTH DISCUSSION ABOUT THE EXPECTED PROJECT OUTPUTS.

THE EDU MANUAL IS IN ITS FINAL STAGES. THIS MANUAL WILL ACT AS A GUIDE FOR TEACHERS PRESENTING THE EDU MATERIALS AND WILL ALSO PROVIDE SOME USEFUL RESOURCES THAT CAN BE USED TO BETTER UNDERSTAND PROJECT CONTENTS.

THE MODULES ARE ON TRACK TO BE PRESENTED TO OUR EDUCATORS, WITH THE SYLLABUS FINISHED AND THE CORE MATERIALS IN THE DEVELOPMENT STAGES.

WE ARE ALSO HAPPY TO ANNOUNCE THAT OUR PROJECT WEBSITE HAS BEEN LAUNCHED AND YOU CAN FIND THE MATERIALS AND MORE INFORMATION THERE!

[HTTP://EUROPE DIVERSE AND UNITED.EU/](http://europediverseandunited.eu/)



L'AEDE autorise la diffusion de cette publication dans toutes les institutions scolaires, auprès des enseignants et du personnel éducatif au niveau européen.

AEDE authorizes the dissemination of this magazine to all schools, teachers and educational staff at European level.

L'AEDE autorizza la diffusione di questo giornale a tutte le Istituzioni scolastiche, docenti e personale educativo a livello europeo.



L'AEDE/EAT

**est une Association internationale à but non lucratif
(AISBL)**

2 Place Luxembourg (MEI-EMI), 1050 BRUXELLES

www.aede.eu

aedeeuropea@gmail.com